



Statuts et règlements

Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO)

Nom de l'organisme

L'organisme dont il est question est reconnu sous le nom de Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO).

Article 1 : Mission

1.1 Le RÉFO a pour but de défendre le droit des étudiant.e.s en Ontario français d'étudier en français dans le programme et la région de leur choix dans un contexte où elles et ils gèrent les leviers de leur éducation, afin qu'elles et ils puissent s'épanouir dans l'ensemble de la communauté franco-ontarienne et puissent y contribuer.

1.2 Organisation : Le RÉFO regroupe les étudiant.e.s de l'Ontario français qui se mobilisent envers la réalisation d'objectifs communs.

1.3 Objectifs :

1.3.1 Pour la construction d'une éducation équitable en Ontario français : Le RÉFO favorise des programmes postsecondaires en Ontario français qui sont accessibles, de qualité, réputés et qui concurrencent non seulement les programmes au Canada français, mais aussi dans le monde.

1.3.2 *Pour la consolidation et l'épanouissement de la communauté étudiante franco-ontarienne.* Le RÉFO favorise la consolidation et l'épanouissement de la communauté étudiante franco-ontarienne entre ses campus pour que ses membres puissent prendre conscience de leur appartenance à une communauté franco-ontarienne dynamique, critique et ouverte sur le monde et puissent en faire sa promotion.

1.4 Moyens : Le RÉFO propose le dialogue entre étudiant.e.s francophones de l'Ontario, la réflexion sur les enjeux de l'heure, l'appui des revendications locales et provinciales et la mobilisation envers leur résolution.

Article 2 : Membriété

2.1 Est membre du RÉFO tout.e étudiant.e qui est inscrit.e à un (1) cours de niveau postsecondaire en français ou plus dans une des institutions membres



pour au moins deux semestres sur trois dans l'année, soit la durée d'une année académique.

2.2 Elle ou il doit fréquenter une des institutions postsecondaires suivantes :

- Le Campus d'Alfred – Université de Guelph
- La Cité collégiale
- Le Collège Boréal
- Le Collège universitaire dominicain
- Le Collège universitaire Glendon - Université York
- L'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario - Université de Toronto
- L'Université de Hearst
- L'Université Laurentienne
- L'Université d'Ottawa
- L'Université Saint-Paul
- L'Université de Sudbury

2.3 Ces onze institutions postsecondaires sont identifiées par le gouvernement de l'Ontario comme établissements offrant des programmes universitaires ou collégiaux en français.

Article 3 : Assemblées des membres

3.1 L'Assemblée générale annuelle ou toute assemblée extraordinaire des membres doit avoir lieu dans une ville de l'Ontario. Le lieu et la date seront déterminés par le Conseil d'administration (CA).

3.2 Outre l'étude de toute autre question qui peut être à l'attention de l'Assemblée générale annuelle, l'ordre du jour de chaque assemblée annuelle doit contenir l'examen des  tats financiers et des rapports du Conseil d'administration, ainsi que l'élection de ce dernier pour l'année suivante.

3.3 Une Assemblée générale annuelle doit avoir lieu à moins de quatorze (14) mois de l'Assemblée générale annuelle précédente.

3.4 Le Conseil d'administration est autorisé à convoquer à n'importe quel moment une assemblée extraordinaire des membres. Le Conseil d'administration doit convoquer une assemblée extraordinaire des membres sur demande écrite



d'au moins cinquante (50) membres représentant au moins trois (3) des onze (11) institutions fréquentées par les membres, dont un collège et une université.

3.5 Le quorum est atteint si les conditions suivantes sont remplies :

3.5.1 Les déléguée-s avec droit de vote présent-e-s à l'Assemblée proviennent d'au moins sept (7) institutions reconnues à l'article 5.1, dont au moins un collège et une université;

3.5.2 Il y a un minimum de vingt-cinq (25) déléguée-s avec droit de vote présent-e-s à l'Assemblée.

3.6 Un avis de convocation par écrit à une Assemblée générale annuelle ou une assemblée extraordinaire doit être envoyé par divers moyens au plus grand nombre de membres possible, quatorze (14) jours avant la date de l'Assemblée. L'avis d'une Assemblée où des affaires extraordinaires seront traitées doit fournir aux membres suffisamment de détails pour permettre à ceux-ci de se former un jugement éclairé sur les questions (ou enjeux).

3.7 Chaque membre présent à l'Assemblée dispose d'un droit de parole.

3.8 Le droit de vote lors de l'Assemblée est déterminé de façon proportionnelle au nombre de membres par institution postsecondaire. Chaque délégation à l'Assemblée aura à  lire ou à sélectionner ses déléguée.s avec droit de vote pour la représenter. Les droits de vote sont accordés de la façon suivante :

Nombre de membres dans l'institution	Droit.s de vote
1 � 249	1
250 � 1249	3
1250 � 6249	6
6250 et plus	12

3.9 Les membres du Conseil d'administration présents à l'Assemblée ont également un droit de vote, en plus du nombre de droits de vote associé à leur délégation.

3.10 Sauf disposition contraire, les membres ayant droit de vote à l'Assemblée doivent trancher chaque question à la majorité des voix, c'est-à-dire 50 % + 1 des déléguée.s ayant droit de vote.

3.10.1 Les membres ont le choix de voter pour, contre ou de s'abstenir. Les abstentions font partie du nombre total de votes.

3.10.2 Dans l'éventualité où une proposition n'obtient pas 50 %+1 des votes



en faveur ou contre, les délégué-e-s devront débattre la proposition de nouveau.

3.10.3 Dans l'éventualité où une proposition n'obtient pas 50 %+1 des votes en faveur ou contre lors d'un deuxième vote, la proposition est suspendue jusqu'à la prochaine Assemblée.

Article 4 : Conseil d'administration

4.1 Les biens et les affaires de l'organisme sont administrés par un conseil d'administration composé de 14 membres, soit un.e représentant.e par établissement énuméré à l'article 2.2, ainsi qu'un conseil exécutif formé de trois coprésidences (voir article 6).

4.2 Les membres du Conseil d'administration sont élus à l'Assemblée générale annuelle par tou.te.s les délégué.e.s (avec et sans droit de vote) de la délégation de leur institution postsecondaire.

4.2 Le mandat des membres du Conseil d'administration débute quatorze-(14)-jours après leur élection à l'Assemblée générale annuelle. Il se termine quatorze-(14) jours après l'élection du prochain Conseil d'administration.

4.3 Il y a automatiquement vacance à un poste d'administrateur.trice si :

4.3.1 aucun membre n'a été élu lors de l'Assemblée pour représenter une institution donnée;

4.3.2 lors d'une assemblée extraordinaire des membres, une résolution est adoptée par des membres présents indiquant que l'administrateur.trice soit démis de ses fonctions;

4.3.3 l'administrateur.trice se désiste de ses fonctions en donnant un avis écrit au Conseil exécutif de l'organisme;

4.3.4 l'administrateur.trice décède.

Advenant l'un des cas susmentionnés, le Conseil d'administration peut, par vote majoritaire, nommer un membre de l'organisme au poste vacant.

4.4 Un membre du Conseil d'administration ne doit recevoir aucune rémunération à ce titre, ni retirer, directement ou indirectement, un profit de sa charge en soi, pourvu que lui soient remboursées les dépenses raisonnables qu'elle ou il fait dans l'exercice de ses fonctions.



Article 5 : Réunions du Conseil d'administration (CA)

5.1 Les réunions du Conseil d'administration peuvent être tenues au moment et à l'endroit déterminés par les membres pourvu que chacun d'entre eux reçoivent un préavis écrit de trois (3) jours.

5.2 Il doit se tenir au moins quatre (4) réunions du Conseil d'administration par année.

5.3 Chaque membre du Conseil d'administration présent dispose d'un (1) droit de vote lors de la réunion.

5.4 Le quorum des rencontres du CA est de six (6) représentant.e.s, dont un.e représentant.e d'un collège et un.e représentant.e d'une université et de deux coprésidences.

Article 6 : Le Conseil exécutif (CE)

6.1 Le Conseil exécutif de l'organisme est formé de trois coprésidences assurant les fonctions de président, secrétaire, de trésorier et toute autre fonction que le Conseil d'administration peut prévoir par les règlements.

6.2 Le Conseil exécutif est élu à l'Assemblée générale annuelle par tou.te.s les délégué.e.s ayant droit de vote.

6.3 Les membres du Conseil exécutif ont un mandat d'une même durée que les membres du Conseil d'administration.

Article 7 : Comités locaux

7.1 Les comités locaux du RÉFO sont des structures formelles ou informelles regroupant des étudiant.e.s qui étudient en français sur chacun des campus énumérés à l'article 2.2. Ils se réunissent régulièrement pour discuter d'enjeux touchant les étudiant.e.s francophones de leur campus et étant pertinents au Regroupement. Ces comités peuvent organiser des revendications locales. Ils visent aussi à alimenter le travail des membres du CA de chaque institution membre du RÉFO.

7.2 Chaque membre du Conseil d'administration est responsable de faire le lien entre le comité local de son établissement postsecondaire et le Conseil d'administration.



Article 8 : Modification des règlements

8.1 Les règlements généraux de l'organisme non compris dans les lettres patentes peuvent être abrogés ou modifiés par voie de règlement, ou un nouveau règlement relativement aux exigences du paragraphe 155(2) de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

8.2 Le Conseil d'administration peut soumettre un projet d'amendement au présent Règlement lors de toute Assemblée du Regroupement. Une demande écrite d'un projet d'amendement aux Statuts et règlements peut être soumise par au moins 25 membres représentant au moins 3 institutions mentionnées à l'article 2.2, dont un collège et une université, en donnant un avis au Conseil d'administration au moins trente (30) jours avant une Assemblée.

8.3 Le texte de tous les projets d'amendement doit être communiqué au moins dix (10) jours avant l'Assemblée générale annuelle ou l'Assemblée extraordinaire.

8.4 Les modifications aux règlements doivent être adoptées lors de l'Assemblée par au moins les deux tiers (2/3) des délégué.e.s présent.e.s avec droit de vote.

Article 9 : Vérificateur.trice.s

9.1 Lors de chaque assemblée annuelle, les membres nomment un.e vérificateur.trice pour la vérification des comptes et des   tats financiers de l'organisme. Le vérificateur ou la vérificatrice doit faire un rapport aux membres présents à l'assemblée annuelle.

9.2 Il ou elle reste en fonction jusqu'à l'assemblée annuelle suivante, à condition que les administrateur.trice.s puissent pourvoir à toute vacance qui se produit fortuitement au poste de vérificateur.trice. La rémunération du vérificateur est fixée par le Conseil d'administration.

Article 10 : Registres

10.1 Les membres du Conseil d'administration doivent veiller à la tenue de tous les registres de l'organisme prévus par les règlements généraux de l'organisme ou toute loi applicable.

Les présents Statuts et règlements entreront en vigueur le 25^e jour du mois de septembre 2010.